

La représentation du monde du travail

Jean-Claude COIFFET

Lorsque, au sein du Cercle Condorcet, je proposai, il y a quelque temps, de réfléchir sur le thème des « associations et le monde du travail », la première réaction de l'assemblée présente fut l'étonnement et même l'incompréhension. Il paraissait à tous évident de pouvoir s'intéresser au mouvement associatif et la justice, la santé, la consommation, l'environnement..., mais on ne voyait pas très bien ce qu'on pouvait dire sur le travail et quel rapport il pouvait y avoir avec la vie associative. D'ailleurs, lorsqu'il fut question de faire venir un intervenant, on s'aperçut de la difficulté de trouver quelqu'un qui pût parler de ce problème. D'abord parce qu'aucun d'entre nous ne connaissait une personne qui fût vraiment représentant de ce monde du travail et qu'on ne voyait pas à quelle institution s'adresser. Enfin, après avoir pris contact avec un syndicaliste, celui-ci finit par refuser de venir, parce qu'il ne se sentait pas fondé à intervenir sans l'aval de sa direction syndicale. Quant à la personne, membre de la Chambre des métiers qui avaient promis de venir, elle ne trouva sans doute pas le lieu (?) : on ne la vit pas et elle ne donna pas de ses nouvelles ensuite.

Il semble donc que la notion d'association donc de représentation, dans les deux sens du terme, et le monde du travail ne fassent pas bon ménage, que d'une part, on ne pense pas spontanément les associer justement et que d'autre part, les institutions censées représenter ce monde ont des difficultés à s'assumer dans la représentation de ce monde. Il y a là sans doute une donnée fondamentale qui tient à la spécificité du travail dans les activités humaines qui dépasse les simples explications conjoncturelles.

La face cachée de la condition humaine

Cette difficulté à représenter, ou se représenter, le monde du travail met en lumière une réalité constante dans toute société : la distinction radicale entre “ l'œuvre ”, qu'on montre, et “ le travail ”, qu'on cache, et donc la fracture sociale profonde entre ceux qui œuvrent et ceux qui travaillent, pour reprendre la distinction faite par Hannah Arendt.

S'intéresse-t-on aux outils utilisés pour produire l'œuvre ? Pas davantage à ceux qui les tiennent, sauf quand ils sont aussi les maîtres d'œuvre et propriétaires de leur propre outil : l'artisan, le paysan, la profession libérale... Par ailleurs, parler de l'œuvre nécessite une vision globale ou distante et des compétences dans l'élaboration d'un discours généraliste, toutes choses qui manquent aux travailleurs, éclatés dans la fabrication de l'œuvre et aux compétences essentiellement techniques et parcellaires.

Cependant, cette justification cache un comportement humain profond, peut-être bien anthropologique : la volonté d'oublier la douleur de l'effort enduré au moment de la fabrication de l'œuvre. Une fois l'œuvre accomplie, il ne doit plus y avoir aucune trace du travail. Nous sommes aujourd'hui dans l'obsession de la traçabilité en termes de santé, de qualité, d'origine, de terroir etc..., mais aucune trace des conditions de travail. Imagine-t-on une étiquette qui mentionnerait le salaire, les horaires de travail, la répression subie ou les risques encourus par les travailleurs ? A-t-on déjà vu, sur un produit fini ou à proximité d'un chantier terminé, une étiquette ou une plaque honorant l'effort, la pénibilité, commémorant les blessés ou les morts d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Les monuments

aux morts et les commémorations rappellent les victimes du champ de bataille, qui est un champ d'honneur, le chantier est un chant d'horreur dont les victimes sont ignorées.

“ Le monde nous doit ses merveilles

Nos Babel montent jusqu’au ciel

Le maître chasse les abeilles

Quand elles ont fini leur miel ”

(Chanson ouvrière et révolutionnaire du XIX ème siècle.)

Cette occultation du travail, comme signe de la souffrance humaine ne date pas d’hier. D’ailleurs, le mot travailler vient du latin populaire “ tripaliare ” qui signifiait tourmenter, torturer avec le tripalium, nom d’un instrument de torture. Le grec ne connaît pas de terme correspondant à celui de travail, le mot couramment utilisé signifie peine, fatigue, souffrance, ainsi que le produit d’un travail fatigant. Les sociétés antiques les plus avancées dans l’affirmation de ce qu’on appellerait aujourd’hui les droits de l’Homme, l’Athènes et la Rome démocratiques, réservaient cependant le travail aux personnes indignes : prisonniers de guerre ou débiteurs n’ayant pas honoré leurs dettes (les esclaves). Les religions du Livre font du travail productif une malédiction. Le catholicisme, pourtant défricheur et inspirateur de la notion de fraternité, renouera en l’an mille avec la trifonctionnalité. L’évêque Adalbéron de Laon instituera les trois ordres européens où le travailleur sera rejeté dans l’autre état (le Tiers Etat). Pendant très longtemps, tout homme libre est celui qui est libéré du travail et même se voit interdire de travailler. Faut-il rappeler que la première démocratie, les Etats-Unis, peut édicter la première déclaration des droits tout en pratiquant l’esclavage et qu’en France, les travailleurs non-propriétaires (ouvriers et domestiques) se sont vus écartés de la citoyenneté politique pendant une partie du XIXe siècle. Enfin ce n’est pas d’hier non plus que les quartiers ouvriers furent rejetés à la marge des villes : faubourgs et banlieues (dans les années 50, je me souviens que dans la petite commune des Deux-Sèvres où je passais mes vacances, le quartier ouvrier était appelé la pouillerie).

On se détourne donc systématiquement de cette image du travail jugée impure parce qu’elle rappelle notre animalité à la fois par l’effort physique (le corps) et le rapport à la nature et à la matière. Les paysans seront pendant longtemps assimilés au monde animal et dans de nombreuses sociétés archaïques le travail productif est réservé aux femmes, plus proches de l’animalité (reproductrice et productrice), pendant que les hommes chassent, font la guerre ou palabrent.

Cette image cependant va changer avec l’arrivée du capitalisme industriel, mais pour autant, à la fin, c’est-à-dire aujourd’hui, l’image du monde du travail est de nouveau occulté. C’est cette histoire que je vais tenter de présenter le plus rapidement possible pour nous aider à comprendre la difficulté actuelle du monde du travail à être représenté dans les deux sens du terme.

Historique de l’image du monde du travail

Les deux mondes du travail

Il nous faut remonter aux fondations de la société occidentale : la société d’Ordres, formalisée par le texte de l’Evêque Aldabéran de Laon en l’an 1010 et qui perdurera jusqu’à la Révolution. Rappelons les principes de la trifonctionnalité. D’une part deux castes d’hommes libres, qui représentent la vraie humanité aux fonctions nobles : ceux qui prient et ceux qui combattent, et une tierce caste de sous hommes, à la fonction ignoble -produire les

moyens d'existence-. Cependant, l'époque où cette structure se met en place en Occident est pratiquement sans ville et c'est la terre qui à la fois sert de base au pouvoir des classes privilégiées (le fief) et de fonds dont on tire les moyens d'existence et auquel sont attachés les producteurs (les serfs). Si bien que le monde du travail se résume aux paysans, à l'exclusion des artisans et des marchands (contrairement au système de castes indien par ex). A la renaissance des villes, deux siècles plus tard, les marchands et les artisans seront rejetés dans le Tiers Etat mais ne s'intégreront pas dans le lien féodal. Chaque groupe s'identifiera à des valeurs autonomes et s'organisera selon des principes originaux (voir Duby "*Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*").

D'un côté les marchands, ceux qu'on appellera les bourgeois, substituent le contrat au lien seigneurial, développant ainsi la liberté individuelle, ils remplacent les valeurs éthiques et religieuses par la valeur marchande, rejettent la tradition au nom de la rationalité comptable, source de changement technique et social, enfin organisent la cité selon les règles électives (démocratie municipale), en opposition avec les règles de la succession héréditaire. Bien que du Tiers Etat, donc à fonction économique, ce groupe ne s'identifie pas par le travail mais par la propriété privée et l'argent. Ils préfigurent la classe dominante non-travailleuse de la future société.

De l'autre côté, les ouvriers valorisent le travail, mais au sens de l'œuvre (le chef-d'œuvre est, à l'origine, la preuve de la compétence ouvrière et non un objet artistique), le lien n'est ni seigneurial ni contractuel mais fraternel (le compagnon), enfin ils s'organisent en corporations où l'union et la distinction n'est ni affaire de naissance ni affaire d'argent, mais de métier. Ils préfigurent le futur monde du travail, ou plus exactement l'image mythique du travailleur, producteur de toutes les richesses, fier de son savoir faire, membre d'institutions de défense et soucieux de solidarité. En réalité, comme son nom l'indique, l'ouvrier se représente par son œuvre, non par son travail. Comme le bourgeois, il est un homme libre, mais l'individualisme compétitif du premier laisse la place au lien de solidarité chez le second. Rien à voir avec le tâcheron ou le futur prolétaire, qui ne seront jamais représentés.

Le XIXe siècle est marqué par deux révolutions (politique et industrielle) qui mettent fin à la société d'ancien régime et affirment les valeurs de ces deux groupes qui vont alors s'affronter. Le marché, l'individualisme, la propriété privée et l'argent d'un côté, le travail, la solidarité, la propriété collective et la mutualité de l'autre.

Le marché de dupes

Alors qu'on aurait dû voir la paysannerie pauvre et affamée se révolter contre ses maîtres, c'est la bourgeoisie éclairée qui mettra fin à cette société de privilèges en s'aidant, comme supplétifs, du petit peuple ouvrier des villes, et particulièrement de Paris, alors que la paysannerie, et pas seulement en Vendée, s'opposera souvent à cette révolution en s'alliant à ses anciens maîtres. La collusion de la bourgeoisie et du peuple ouvrier fut un marché de dupe pour ce dernier. C'est bien sûr les valeurs de la liberté (principalement du commerce) et de la démocratie formelle (celle des villes de l'Ancien Régime) qui prévaudront sur celles de la fraternité et de la justice sociale. C'est d'ailleurs le conflit (le vrai, pas celui inventé par certains aujourd'hui) entre les Girondins partisans de la guerre pour affirmer l'unité nationale et les Montagnards (et non pas les Jacobins, les Girondins faisant eux aussi partie des Jacobins) favorables eux à des réformes sociales plus radicales.

D'ailleurs, dès le début les corporations sont interdites et avec elles toute forme d'associations ouvrières (Loi Le Chapelier et Décret d'Allarde). Les déclarations et constitutions qui se succèdent pendant cette période ne font pas allusion au travail. Seule exception, l'article 18 de la Déclaration de 93, repris très partiellement dans l'art 15 de la Déclaration de l'an III (1795). On peut s'attarder un instant sur cet article qui énonce bien la nouvelle vision du monde du travail :

Art. 18 : Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

Le travailleur est bien haussé au statut d'homme libre à part entière mais pas son travail qui devient une marchandise, qu'il peut vendre ou louer, comme on veut. Il est donc assimilé au marchand qui pratique le contrat individuel. Aucune allusion à un quelconque lien entre travailleurs ni à un quelconque droit du travail. Encore dans une société préindustrielle, le contrat fait allusion à un engagement "de soins et de reconnaissance", comme dans les contrats domestiques et corporatistes. Lors de l'industrialisation, ce double souci sera abandonné, libérant définitivement l'ouvrier du lien avec son employeur : libre de dormir et manger (compte tenu des horaires de travail) quand il a un emploi, libre de mourir de faim quand il en est privé.

Il faudra attendre 1848 et l'influence de Louis Blanc pour que la République intègre dans ses principes la fameuse fraternité. L'égalité, valeur commune qui pointe la fin des privilèges est ainsi encadrée de la liberté (chère à la bourgeoisie) et de la fraternité (chère au monde ouvrier). Ce qui fait que l'égalité n'a pas le même sens pour les uns et les autres : déclaration de droits formels pour les uns, qui autorise les inégalités économiques, mise en œuvre concrète de l'égalité de fait pour les autres, à travers les services publics et la solidarité sociale.

Glorification du travail et mépris du travailleur

Cependant, la nouvelle société bourgeoise industrielle et technique fait passer le travail de la malédiction à la vertu suprême. Cette révolution culturelle avait été préparée par l'idéologie protestante (voir la thèse de Weber) et surtout correspondait aux besoins de la nouvelle exploitation du travail. En passant du négoce à l'industrie, la bourgeoisie avait besoin d'une main d'œuvre libérée de la domesticité et de la terre, dont elle pouvait utiliser la force au gré des besoins fluctuants du marché et des progrès techniques. Ne pouvant attacher l'ouvrier ni le contraindre par la force à travailler, il fallait que celui-ci vînt de son propre gré offrir sa force de travail en obéissant à un principe moral : la vertu du travail. L'école républicaine et obligatoire ne manquera pas d'inculquer cette valeur, dispensant d'ailleurs les enfants de la bourgeoisie de cet impératif. Le bon élève, fils du peuple (le boursier) était celui qui travaillait beaucoup (le besogneux) alors que le brillant sujet, fils de bourgeois, était celui qui réussissait en travaillant peu, marquant bien la différence fondamentale entre celui qui, même pour sortir de sa condition, devait souffrir dans le travail alors que l'autre était doué par naissance à être ce qu'il est.

Mais, si l'image du travail était mythifiée, l'image du monde du travail était toujours méprisée et les travailleurs subissaient la répression si par malheur ils revendiquaient que cette image soit davantage reconnue et considérée. Intéressant de noter que si la République ferma pudiquement les yeux sur les rapports de type seigneurial qui se perpétuèrent pendant longtemps entre les grands propriétaires terriens et leurs paysans (appelés encore valets de ferme), elle n'hésita pas à envoyer la troupe et même à tirer (voir l'affaire de Draveilles et Clemenceau) lorsque les ouvriers osaient demander que leurs conditions réelles fussent en accord avec la valorisation du travail officiellement clamée.

Ce paradoxe est inhérent à la nouvelle conception des rapports de travail, évoquée plus haut à propos du contrat de travail. Celui-ci, conçu comme un contrat marchand, met théoriquement en relation le vendeur (salié) et l'acheteur (le patron) à propos d'une marchandise : le travail justement. Or, selon le droit de propriété (usus, abusus, fructus) la

marchandise est librement utilisée par l'acheteur. Le travailleur est donc un citoyen hors de son travail, jouissant de tous les droits, mais " dans " son travail, il subit les règles du droit de propriété qui s'applique à la marchandise-travail. Karl Polanyi dénoncera avec force cette aberrante et scandaleuse fiction qui fait du travail une marchandise, comme s'il était possible de détacher la force de travail du travailleur. Le concept d'aliénation des prolétaires, chez Marx, rend compte de cette mystification qui fait du salarié un vendeur d'esclave, l'esclave étant le salarié lui-même. C'est bien cette aliénation, et non l'exploitation, qui suscitera dès le début du capitalisme la révolte des salariés (grève, syndicats, idéologie révolutionnaire). Leur exploitation n'est pas pire que celle des paysans d'ancien régime qui pourtant n'a jamais généré un tel mouvement de contestation du système.

Mais, dans cette lutte, les ouvriers eux-mêmes ont contribué à marginaliser leur image. Ils deviennent très vite révolutionnaires, pour les plus conscients et les plus actifs, transformant la fraternité corporatiste en camaraderie syndicale et politique. Ils ne souhaitent pas voir leur image être intégrée dans ce monde présent, mais projettent de construire un nouveau monde à leur image. Aussi, socialement et politiquement, ils campèrent aux portes de la cité et leurs organisations n'eurent pas tant le souci de les représenter comme travailleurs, que de les mobiliser comme militants révolutionnaires. Et même, la volonté de les réunir dans une entité fraternelle abstraite (la classe ouvrière) les contraint à abandonner l'image concrète de leur métier, qui les caractérisait comme travailleurs (rejet du syndicalisme corporatiste) pour se fondre dans une identité uniquement combattante. Si bien que l'ouvrier militant est davantage un soldat qu'un travailleur. Tout, du type d'actions, de l'organisation au vocabulaire, contribue à cette sorte "d'ennoblissement" (au sens du Chevalier combattant) du travailleur-militant.

Cependant, il faut noter que ceux qui s'engagèrent le plus dans ce mouvement militant étaient les ouvriers les plus qualifiés (le professionnel, qui fait une œuvre de son savoir faire) et non le travailleur proprement dit (prolétaires soumis au tripalium). Les dirigeants du mouvement devinrent très vite des permanents, détachés (libérés) du travail. Malgré le refus du corporatisme, l'organisation se fait par métier (fédérations), plutôt que par zone géographique. Si bien que le syndicalisme dans la plupart des pays évolua vers le corporatisme, davantage défenseur des intérêts de métiers ou de catégories que représentant du monde du travail proprement dit. Même si en France, par exemple, l'importance du Parti communiste et de l'idéologie de lutte de classes fait résister à cette évolution, le moteur du mouvement se trouve dans certaines corporations : métallos, mineurs, cheminots.

L'image dominante du monde du travail

L'après-guerre va marquer une période de montée en puissance de l'image du monde du travail et particulièrement de l'ouvrier.

D'abord, il sort auréolé de la gloire de la résistance de certains de ses membres (à noter que ce sont ceux à fort sentiment corporatiste, cheminots et mineurs par exemple, qui se distinguèrent le mieux dans la résistance). Ensuite, l'extraordinaire industrialisation et salarisation de la société place le monde du travail au cœur de la nouvelle société et l'ouvrier devient le héros pur et généreux qui préfigure les lendemains qui chantent. Inutile d'insister sur l'importance des préoccupations de l'époque en termes d'organisation et de droit du travail. Mais aussi la vie politique et les engagements politiques se font autour des questions sociales. La CGT et le Parti communiste (entre 25 et 30 % des voix jusqu'en 58) sont les forces attractives ou répulsives qui déterminent presque tous les débats de l'époque. Les mairies communistes apparaissent comme des Etats dans l'Etat qui offrent l'image du monde ouvrier de demain. Mais là encore, l'image est plus politique que professionnelle et, à l'intérieur de la prétendue classe ouvrière, les moins qualifiés, tels les OS, ne pouvant se prévaloir d'être capable d'une œuvre, seront largement oubliés.

L'image actuelle

Le naufrage de l'image du monde du travail dans la société de consommation de masse

Si pendant cette période, la bourgeoisie laisse se développer cette image envahissante de la classe ouvrière, c'est qu'elle y a intérêt : l'enthousiasme triomphant des ouvriers se traduit aussi par un extraordinaire effort industriel qui explique largement la croissance exceptionnelle de l'époque (si la durée légale est de 40h, il est courant à l'époque qu'elle soit en réalité de 50 ou 55h).

Mais en même temps, l'entreprise fordienne, la société de consommation et la salarisation généralisée brouillent complètement l'image du monde du travail. On peut pointer les nombreux traits de ce bouleversement qui le fait éclater.

- Au niveau de l'entreprise d'abord. Le travail à la chaîne et la stratification hiérarchique des qualifications fait éclater le monde ouvrier. Entre autres, l'OS, le plus souvent immigré, abruti par un travail stupide n'a guère souci de présenter une quelconque image (faible syndicalisation et peu de luttes revendicatives), et l'ouvrier qualifié répugne à mêler son image à celle de l'OS. Aujourd'hui, la robotisation et la déconcentration des entreprises en petites unités de production dispersées, y compris à l'échelon mondial, accentuent encore l'effacement de l'ouvrier d'usine ; il n'y a guère que les moments de licenciement massif où se manifeste une solidarité, mais c'est en tant que victimes plutôt que travailleurs.
- Au niveau de la classe. Le travail d'exécution était jusqu'alors celui de l'ouvrier. Pendant toute cette période, il s'est coupé en deux avec la forte progression des employés. Mêmes conditions objectives mais pas la même représentation. Le bureau ne génère pas la fraternité virile du chantier et de l'atelier, et l'employé tient davantage à mêler son image à celle du cadre moyen qu'à celle de l'ouvrier.
- Au niveau de la société. Il n'y a plus d'activité sociale qui ne soit professionnalisée, le plus souvent salariée, et donc qui ne soit considérée comme du travail. Le monde du travail est la société elle-même et ne forme donc plus une catégorie. Les salariés sont exploités et licenciés par d'autres salariés ; le cadre de direction ou la profession libérale s'affiche comme travailleur et met en avant un investissement en temps et en fatigue parfois plus contraignant que celui de l'ouvrier.

Tout cela rend illisible l'image du monde du travail et conduit à un éclatement compétitif teinté d'égoïsme individualiste ou corporatiste, y compris au sein des mêmes catégories, voire dans la même entreprise. Un exemple récent est particulièrement significatif. Les salariés d'un établissement de Danone menacé de fermeture décident de faire boycotter les produits de la marque. Les salariés d'un autre établissement de la même entreprise non seulement ne déclenchent aucune véritable action solidaire, mais protestent contre cette action qui menacerait de les mettre en chômage technique. Des centaines d'exemples pourraient illustrer non seulement l'absence de solidarité mais le sentiment de jalousie compétitive entre travailleurs. Sentiment habilement entretenu par le système : si le dirigeant d'entreprise gagne cent fois plus qu'un ouvrier ce n'est pas comme exploiteur ou profiteur mais comme travailleur plus qualifié et à plus grande responsabilité (formule subtile pour désigner désormais le pouvoir), mais que le fonctionnaire ait un statut, que le cheminot parte plus tôt en retraite ou que les profs aient plus de vacances... alors on crie au scandale face à de tels " privilèges ".

Nouvel effacement de l'image du travail...

Après avoir gommé son image de travailleur pour mieux être militant, citoyen du monde futur, l'ouvrier (et avec lui tout travailleur productif) se voit effacé comme combattant et noyé dans le monde informel du salariat. Or, ce nouveau monde du travail salarié se caractérise non par son travail ni par son combat mais par sa participation au marché du travail. Il ne doit plus répondre à la vertu de l'effort ou à celle de la lutte, il doit savoir se vendre. Si bien que les deux autres images sont totalement niées : d'une part, le rejet du travail manuel, y compris celui qualifié et valorisé naguère (le bâtiment et la métallurgie par ex), et d'autre part, la désaffection vis-à-vis du syndicalisme. Notre société qui voyait des ouvriers partout naguère finit même par croire qu'ils n'existent plus, alors qu'ils représentent encore 25 à 30% de la population active (autant qu'en 1950) à quoi il faut joindre les employés (même %).

Où l'on assiste de nouveau, après une courte période de transition, à la même occultation d'un monde dont on ne prend connaissance qu'à travers son image en creux (le chômage) ou une image inquiétante : les quartiers sensibles. Que, lors des élections, les abstentionnistes se recrutent principalement dans ce monde n'est pas étonnant, mais ne préoccupe pas plus que cela, tant est intégré dans l'inconscient collectif qu'après tout ce monde n'a jamais vraiment fait partie du monde civilisé donc politique. Politique étant synonyme de public, rien de choquant qu'une fois encore l'image du travail ne soit pas publique et ne soit qu'une marchandise échangée au plus bas prix possible. Le travailleur devenant, dans ce monde totalement marchandisé, l'acteur de sa propre aliénation, il doit savoir se vendre et accepter à l'avance d'être mis au rebus si " l'acheteur " n'a plus besoin de lui ou si son prix n'est pas assez bas. Et ce, dans un jeu de concurrence entre esclaves, qu'on appelle d'un terme qui se veut moderne et neutre : le dumping social (retour aux premiers temps du capitalisme).

Cet ultime et extrême effacement de l'image humaine du travailleur est largement dû à l'effacement précédent du travailleur au profit du militant, à travers le mythe de la classe ouvrière. Investi du rôle historique de changement radical de la société, totalement disproportionné et qui a montré à l'expérience qu'il se retournait contre lui, le monde du travail a été dépossédé de sa vraie identité : participer par un travail utile à l'œuvre collective. Une fois l'illusion révolutionnaire évanouie, son travail n'est plus devenu qu'un temps pénible de sa vie dont il essaie de s'évader dans les loisirs, où il est convié une fois de plus à participer à l'échange marchand d'objets et de services futiles, voire dégradants. Se vendre à n'importe quel prix, quelle que soit la nature du travail, pour obtenir les moyens d'acheter ce qui le divertira de sa condition d'exploité, on est là devant l'aliénation totale.

... ou renaissance du travailleur citoyen ?

S'associer répond à trois finalités. Tout d'abord, il faut qu'il y ait conscience d'appartenir à une communauté d'intérêt, de statut, d'idées, de lieu... Ensuite, il faut qu'il y ait volonté de se distinguer par rapport à la société en général et des autres groupes qui la constituent. Enfin, il y a le désir d'être vu et entendu publiquement. Ce dernier point est ce qui correspond au mot Association au sens juridique du terme, c'est la fonction de représentation aux deux sens du mot : l'association sert d'image de cette communauté et en est porte-parole. La déclaration officielle qui marque la naissance de toute association a aussi ces deux sens : Etre vu, reconnu publiquement (être déclaré), et être entendu, parler d'une seule voix (déclarer).

Or, le monde du travail n'obéit à aucune de ces finalités. Le travail n'est pas une base d'appartenance, la généralisation du salariat et la professionnalisation de toute activité humaine ne distinguent plus socialement : toutes les catégories sociales sont travailleuses, enfin la précarisation et la " jobisation " de l'emploi ne suscitent pas l'envie d'être vu et entendu

comme exploité et aliéné. Après avoir étouffé le corporatisme, le syndicalisme à son tour est largement sans corps et sans voix.

Si l'association est une manifestation de la citoyenneté, on peut constater qu'une fois encore le monde du travail se situe hors du champ citoyen et est cantonné dans le champ privé (domestique) au sein d'un marché de plus en plus dérégulé et mondialisé, c'est-à-dire échappant lui aussi à tout principe de citoyenneté. Cependant, contrairement à certaines prédictions fantaisistes, le travail n'est pas mort. Si le syndicalisme n'est plus pertinent aujourd'hui, du moins dans la forme qui correspondait au capitalisme industriel, il est vraisemblable que de nouvelles formes d'associations de représentation des travailleurs vont émerger. Le monde du travail n'est plus " un ", il ne peut plus apparaître sous une image unique : celle du paysan d'ancien régime ou de l'ouvrier industriel. L'image étant plurielle, sa représentation le sera aussi. Les comités d'action, les coordinations qui apparaissent aujourd'hui à l'occasion de certaines luttes symbolisent cette transition du syndicalisme traditionnel vers de nouvelles formes d'organisations. Il est intéressant à leur sujet de constater que, au-delà de la prise en charge ponctuelle de la lutte, ces mouvements informels tiennent à valoriser aussi l'image du métier en cause tout en demandant d'être considérés comme interlocuteurs ; on est bien là devant les caractéristiques du principe associatif, la représentation : être vu et entendu.

Mais, là encore ce n'est pas vraiment le monde du travail (au sens du triplium) qui se fait le plus reconnaître aujourd'hui, mais celui des gens de métier (retour du corporatisme) qualifiés, voire très qualifiés (infirmière et internes), voire des professions libérales ou des fonctionnaires d'autorités (juges, gendarmes) ; ce n'est pas l'effort qui est évoqué mais la qualification. Quant au monde du travail prolétaire, son image est occultée, favorisant des conditions d'exploitation qui se dégradent. Effacement accentué par la délocalisation massive d'une partie de ce travail et le travail immigré plus ou moins clandestin. Qui aurait l'indécence de montrer l'image des conditions de travail et de rémunération de ceux qui produisent les marchandises aux prix dérisoires chez Tati ou ailleurs. L'achat de manteaux de fourrure est un crime, pas l'achat d'une chaussure Nike. Il est vrai que les enfants marocains ou thaïlandais ne sont pas en voie de disparition eux et que leur image misérable est moins divertissante que celle des animaux sauvages, eux au moins font rêver de liberté, pas les premiers.

Aller plus loin dans les hypothèses des formes futures de cette représentation du monde du travail prolongerait le propos, déjà trop long, et serait imprudent, les mutations économiques et sociales ne permettent pas encore de dessiner clairement les structures de la nouvelle société en gestation.